agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/INDONESIE - Approbation de l'Episcopat concernant le nouveau règlement d'Etat destiné à endiguer les conflits sociaux et religieux

Djakarta (Agence Fides) – Une plus grande coordination sera instituée entre le gouvernement central, les autorités civiles locales, la police et l'armée afin de prévenir ou de bloquer les conflits sociaux et religieux qui agitent le vaste archipel indonésien. Telle est la nouveauté introduite par le Règlement approuvé hier par le Président Susilo Bambang Yudhoyono, qui a signé l'Instruction du Président de la République 2/2013. Comme cela a été indiqué à Fides, les nouvelles normes donnent aux gouverneurs, aux maires et aux régents de plus larges pouvoirs en matière de gestion des conflits entre les différentes communautés et de la violence à caractère social et religieux par le biais de la coordination des politiques de sécurité. Expliquant les motivations de ce nouveau Règlement, Yudhoyono a cité « les violences, les désordres, les conflits sociaux et religieux ainsi que les actes de terrorisme » enregistrés en 2012. Au cours de ces derniers mois, le gouvernement indonésien a en effet été critiqué « pour ne pas avoir su gérer les conflits sociaux ». Des sources de Fides remarquent que, parmi les zones les plus sensibles se trouvent les Moluques, les faubourgs de la capitale, Djakarta, tels que Bogor et Bekasi, la zone de la Papouasie indonésienne et l'île de Sumatra.
Le Père Benny Suseyto, Secrétaire de la Commission pour le Dialogue interreligieux de la Conférence épiscopale, fait part de la satisfaction et des espoirs de l'Episcopat indonésien à l'Agence Fides : « Nous sommes convaincus du fait qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction. La coordination entre le gouvernement, la police et les responsables locaux est essentielle. Trop souvent par le passé, cette carence a fait des victimes et a permis que la violence provoque de graves dommages. Les nouvelles normes profiteront aux différents contextes potentiellement conflictuels ».
Le Père Suseyto explique à Fides : « Les principales causes des conflits sociaux et religieux en Indonésie sont la provocation et la manipulation de la religion à des fins politiques. Souvent, des micro conflits locaux n'ont pu être bloqués du fait des déficiences du leadership politique ou suite à la non application des lois existantes ». Quant à l'impact que les nouvelles règles auront sur les groupes extrémistes comme l'Islamic Defenders Front (FPI), le Secrétaire affirme : « Les groupes extrémistes islamiques en Indonésie sont de petite taille mais bruyants. S'il existe la volonté politique de les bloquer, ils ne sont pas en mesure de nuire. L'harmonie sociale et religieuse peut être construite ». En particulier, l'Eglise catholique croit qu'il « faut agir, promouvoir le respect de la légalité et des droits humains mais aussi prier et dialoguer avec tous ». (PA) (Agence Fides 29/01/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it